

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Explosion-de-la-bulle-des-dettes-publiques-occidentales-Contexte-europeen-et-catalyseur-US>

Crise Systémique Globale

Explosion de la bulle des dettes publiques occidentales :Contexte européen et catalyseur US -

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -
Date de mise en ligne : jeudi 16 décembre 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

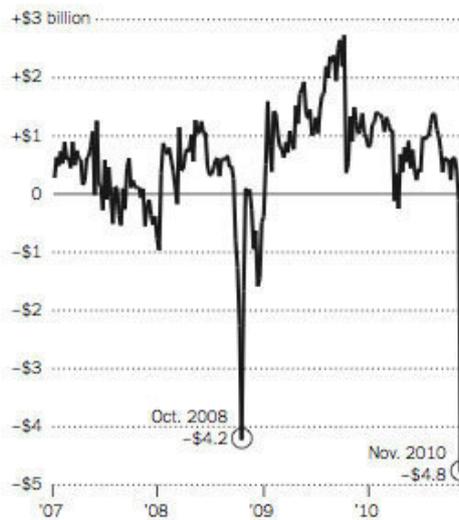


Le second semestre 2011 marquera le moment où l'ensemble des opérateurs financiers de la planète va finalement comprendre que l'Occident ne remboursera pas une partie importante des prêts réalisés au cours des deux dernières décennies. Pour LEAP/E2020, c'est en effet vers Octobre 2011, du fait du plongeon d'un grand nombre de villes et d'états américains dans des situations financières inextricables suite à la fin du financement fédéral de leurs déficits, tandis que l'Europe fera face à un besoin très important de refinancement de ses dettes [1], que cette situation explosive se dévoilera dans toute son ampleur. L'amplification médiatique de la crise européenne en matière de dettes souveraines des pays périphériques de l'Euroland aura créé le contexte porteur pour une telle explosion dont le marché américain des « Munis » [2] vient d'ailleurs de donner un avant-goût en Novembre 2010 (comme anticipé par notre équipe dès Juin dernier dans le [GEAB N°46](#) avec un mini-crash qui a vu s'envoler en fumée tous les gains de l'année en quelques jours. Cette fois-ci ce krach (y compris la faillite du réassureur monoline Ambac [3]) a pu se dérouler en toute discrétion [4] puisque la machine médiatique anglo-saxonne [5] a réussi à focaliser l'attention mondiale sur un nouvel épisode de la sitcom fantaisiste « La fin de l'Euro ou le remake monétaire de la grippe H1N1 » [6]. Pourtant la simultanéité des chocs aux Etats-Unis et en Europe constitue une configuration très inquiétante, comparable selon notre équipe au choc « [Bear Stearn](#) » qui précéda de huit mois la faillite de Lehman Brothers et l'effondrement de Wall Street en Septembre 2008. Mais les lecteurs du GEAB savent bien que les chocs importants font rarement la une des médias plusieurs mois à l'avance, alors que les fausses alertes en sont coutumières [7] !

And Skittish Investors

Recently, investors in mutual funds that hold municipal bonds have been pulling money out at a rapid clip, even faster than when the markets melted down in 2008.

NET CASH OUTFLOWS FROM MUTUAL FUNDS THAT INVEST IN MUNICIPAL BONDS



THE NEW YORK TIMES

Evolution des sorties nettes des SICAV (mutual funds) investies dans les « Munis » (2007-11/2010) (en milliards USD).

- ▶ Ces sorties ont été supérieures à celles d'Octobre 2008.
- ▶ Source : New York Times, 11/2010

Dans ce numéro 50 du GEAB, nous anticipons donc l'évolution de ce choc terminal des dettes publiques occidentales (en particulier des dettes étasunienne et européennes) ainsi que les moyens pour s'en prémunir. Par

ailleurs, nous analysons les conséquences structurellement très importantes des révélations de [Wikileaks](#) sur l'influence internationale des Etats-Unis ainsi que leur interaction avec les conséquences globales du Quantitative Easing II programmé par la Réserve fédérale US. Ce numéro de Décembre du GEAB est bien entendu l'occasion d'évaluer la pertinence de nos anticipations pour 2010, avec cette année un taux de succès de 78%. Nous développons également des conseils stratégiques pour l'Euroland [\[8\]](#) et les Etats-Unis. Et nous publions l'index GEAB-\$ qui permettra désormais chaque mois de suivre synthétiquement l'évolution du Dollar US par rapport aux principales devises mondiales [\[9\]](#).

Dans ce communiqué public du GEAB N°50, nous avons choisi de présenter un extrait de l'anticipation sur l'explosion de la bulle des dettes publiques occidentales.

Ainsi, la crise de l'endettement public occidental s'accroît très rapidement sous la pression de quatre contraintes de plus en plus fortes :

- ▶ l'absence de reprise économique aux Etats-Unis qui étrangle l'ensemble des collectivités publiques (y compris l'état fédéral [\[10\]](#)) habituées ces dernières décennies à un endettement aisé et à des recettes fiscales importantes [\[11\]](#)
- ▶ l'affaiblissement structurel accéléré des Etats-Unis tant en matière monétaire, financière que diplomatique [\[12\]](#) qui réduit leur aptitude à attirer l'épargne mondiale [\[13\]](#)
- ▶ le tarissement mondial des sources de financement à bon marché qui précipite la crise de surendettement des pays périphériques européens (de l'Euroland comme la Grèce, l'Irlande, le Portugal l'Espagne, ... et aussi du Royaume-Uni) [\[14\]](#) et commence à toucher les pays-clés (USA, Allemagne, Japon [\[15\]](#)) dans un contexte de refinancement très important des dettes européennes en 2011.
- ▶ la transformation de l'Euroland comme nouveau « souverain » qui élabore progressivement de nouvelles règles du jeu pour les dettes publiques du continent.

Ces quatre contraintes génèrent des phénomènes et des réactions variables selon les régions/pays.

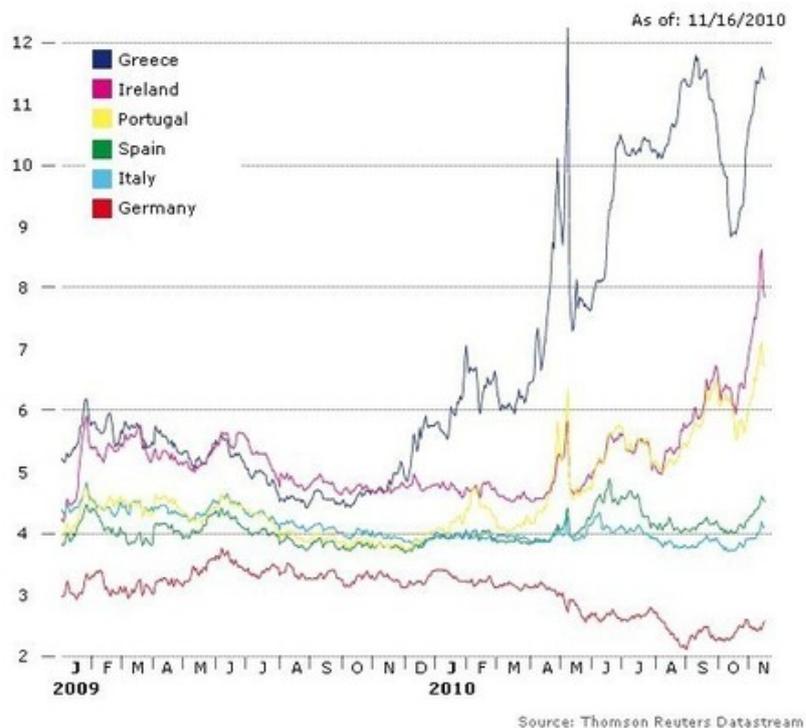
Le contexte européen : le chemin du laxisme à la rigueur sera en partie payé par les investisseurs.

Du côté européen, on assiste ainsi à la transformation laborieuse, mais finalement incroyablement rapide, de la zone Euro en une sorte d'entité semi-étatique, l'Euroland. Le côté laborieux du processus ne tient pas uniquement à la faible qualité du personnel politique concerné [\[16\]](#) comme le martèlent à longueur d'interviews les « ancêtres » comme Helmut Schmidt, Valéry Giscard d'Estaing ou Jacques Delors. Eux-mêmes n'ayant jamais eu à faire face à une crise historique de cette ampleur, un peu de modestie leur ferait du bien.

Ce côté laborieux vient également du fait que les évolutions en cours dans la zone Euro sont d'une ampleur politique gigantesque [\[17\]](#) et qu'elles sont effectuées sans aucun mandat politique démocratique : cette situation tétanise les dirigeants européens qui du coup passent leur temps à nier qu'ils sont bien en train de faire ce qu'ils font, à savoir, bâtir une sorte d'entité politique qui va se doter de composantes économiques, sociales, fiscales, ... [\[18\]](#) Elus avant que la crise n'éclate, ils ne savent pas que leurs électeurs (et du même coup les acteurs économiques et financiers) se satisferaient dans leur majorité d'une explication sur le cours des décisions prévues [\[19\]](#). Car la plupart des grandes décisions à venir sont déjà identifiables, comme nous l'analysons dans ce numéro du GEAB.

Enfin, il tient au fait que les actions de ces mêmes dirigeants sont disséquées et manipulées par les principaux médias spécialisés dans les questions économiques et financières, dont aucun n'appartient à la zone Euro, et qui tous au contraire sont ancrées dans la zone \$/£ où le renforcement de l'Euro est considéré comme une catastrophe. Ces mêmes médias contribuent très directement à brouiller encore plus le processus en cours dans l'Euroland [20].

Cependant, on peut constater que cette influence néfaste diminue puisque, entre la « crise grecque » et la « crise irlandaise », la volatilité induite sur la valeur de l'Euro s'est affaiblie. Pour notre équipe, au printemps 2011 elle deviendra un phénomène négligeable. Il ne restera donc plus que la question de la qualité du personnel politique de l'Euroland qui sera profondément renouvelé à partir de 2012 [21] ; et, plus fondamental, le problème considérable de la légitimité démocratique des formidables avancées en matière d'intégration européenne ([22]. Mais d'une certaine manière, on peut dire que d'ici 2012/2013, l'Euroland aura bien mis en place les mécanismes qui lui auront permis de résister au choc de la crise, même s'il lui faudra légitimer a posteriori leur existence [23].



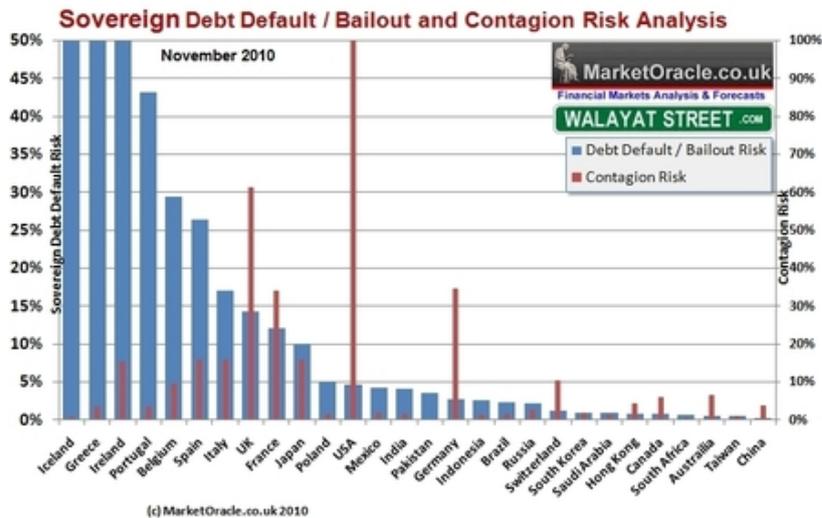
Comparaison des rendements sur les obligations d'état à 10 ans dans l'Euroland.

► **Source** : Thomson Reuters Datastream, 16/11/2010

En la matière, ce qui va contribuer à accélérer l'explosion de la bulle des dettes publiques occidentales, et qui interviendra de manière concomitante pour son catalyseur US, est la compréhension par les opérateurs financiers de ce qui se cache derrière le débat des « Euroobligations » (ou E-Bonds) [24] dont on commence à parler depuis quelques semaines [25]. C'est à partir de la fin 2011 (au plus tard) que le fond de ce débat va commencer à être dévoilé dans le cadre de la préparation de la pérennisation du [Fonds Européen de Stabilisation Financière](#) [26]. Or, ce qui apparaîtra brusquement pour la majorité des investisseurs qui spéculent actuellement sur les taux exorbitants des dettes grecques, irlandaises, etc ..., c'est que la solidarité de l'Euroland ne s'étendra pas jusqu'à eux, notamment quand se poseront les cas de l'Espagne, de l'Italie ou de la Belgique, quoiqu'en disent les dirigeants européens aujourd'hui [27].

En bref, selon LEAP/E2020 il faut s'attendre à une immense opération d'échanges de dettes souveraines (sur fond de crise globale en matière de dettes publiques) qui verra offrir des Euroobligations garanties par l'Euroland à des

taux très bas contre des titres nationaux à taux élevés avec une décote de 30% à 50% puisque, entre temps, la situation de l'ensemble du marché des dettes publiques occidentales se sera dégradée. Les dirigeants de l'Euroland nouvellement élus [28] (après 2012) seront démocratiquement très légitimes à réaliser une telle opération dont les grandes banques (y compris européennes [29]) seront les premières victimes. Il est fort probable que quelques créanciers souverains privilégiés comme la Chine, la Russie, les pays pétroliers, ... se verront proposer des traitements préférentiels. Ils ne s'en plaindront pas puisque l'opération aura notamment pour conséquence de garantir leurs importants avoirs en Euros.



Comparaison des risques de défaut sur dette souveraine et du risque de contagion (en bleu : risque de défaut ou de renflouement / en rouge : risque de contagion) - Source : MarketOracle, 11/2010

Le catalyseur américain : l'immobilisme décisionnel US associé à la dégradation rapide de tous les paramètres de l'endettement public du pays a déclenché le compte-à-rebours

Dans le cas des Etats-Unis, on a une situation pratiquement inverse. Les élites et les dirigeants du pays ne font rien. C'est à dire qu'ils cherchent des solutions de court terme indolores [30], passent des compromis au Congrès [31] qui aboutissent à ne déplaire à aucun lobby washingtonien (politique, financier ou économique) et donnent finalement un sentiment désastreux à leurs concitoyens et au reste du monde. L'Etat fédéral se prépare pourtant une année 2011 particulièrement difficile :

- ▶ la fin du stimulus va pousser les deux-tiers des Etats dans de très graves crises budgétaires (très clairement des situations de faillites) et, par ricochet, cela va entraîner des centaines de collectivités locales dans les mêmes difficultés puisque, depuis près de deux ans, c'est la « cascade » de financements publics du stimulus (près de 200 milliards USD) qui a évité une cessation de paiement généralisée du tissu des collectivités US [32]. Cela n'a pourtant pas empêché la multiplication des licenciements de personnels et la fermeture de services publics. Il n'est donc pas besoin d'être devin pour imaginer les conséquences socio-économiques que cela va générer dans la seconde moitié de 2011 : montée accrue du chômage, faillites d'entreprises dépendantes des marchés publics, fermeture d'un nombre accru de services publics,...
- ▶ avec 20% de chômage effectif dans le pays, les besoins en aides sociales de toute nature sont en pleine croissance, alors même que la crise des finances publiques réduit leur offre. Tout comme d'ailleurs, elle réduit les recettes fiscales à tous les niveaux. L'embellie relative de l'année passée était due aux effets indirects du stimulus fédéral.

- ▶ ces phénomènes vont rendre de plus en plus difficile le remboursement par les collectivités américaines des prêts contractés (ou tout simplement le paiement de leurs intérêts). On assiste déjà à des débats à ce sujet : vaut-il mieux payer les frais financiers des prêts contractés ou payer les employés des services publics ? Si l'austérité européenne a fait la une des médias de 2010, c'est bien l'austérité US qui fera celle des médias de 2011.
- ▶ les retraites des employés des collectivités américaines ne sont plus financées puisque non seulement elles étaient déjà largement sous-financées, mais en plus des collectivités « piochent » maintenant dans la caisse pour « boucler les fins de mois » [33].

	2010	2011	2012	2013	2014	TOTAL
COMMERCIAL REAL ESTATE	552	560	537	480	459	2.7T
LEVERAGED BUY-OUT DEBT	71	113	203	294	406	
HIGH YIELD DEBT	35	64	75	82	126	
TOTAL	657	737	815	856	992	4.2T

SOURCE: Morgan Stanley, Fixed Income Research & Economics (1)

Le « Mur de la dette US »

- ▶ **Montant des dettes par catégorie d'actifs et dates de maturation**
- ▶ **Sources** : Morgan Stanley / FIRE - 11/2010

C'est donc la conjonction de paralysie décisionnelle fédérale et de l'implosion du système de la dette des collectivités américaines qui va, selon LEAP/E2020, jouer le rôle de déclencheur de l'explosion des dettes publiques occidentales côté US. Le crash du marché des « Munis » en Novembre nous a offert une répétition de ce scénario puisque ce même marché des « Munis » sera probablement au coeur du processus explosif du second semestre 2011 [34]. En quelques jours, le marché s'assèchera. Les opérateurs refuseront de prêter [35]. Et avec une Réserve fédérale paralysée, coincée entre l'accueil international [36] très négatif de son QE II et un Congrès où les anti-Fed, Ron Paul en tête, menacent tous les jours son indépendance et ses prérogatives [37], la « cavalerie » [38] se fera attendre, aggravant la panique et une hausse rapide des taux d'intérêts sur les dettes des collectivités locales US.

Le contexte européen de discussion d'une importante décote des titres publics de l'Euroland [39] créera les conditions d'une explosion généralisée de la bulle des dettes publiques occidentales [40] et marquera l'entrée dans la phase finale de la disparition, initiée en Septembre 2008, des 30.000 milliards USD d'actifs fantômes [41], dont près de 20.000 milliards USD [42] traînent encore dans les bilans des établissements financiers de la planète [43]. Dès 2012, environ 10.000 milliards USD de dettes publiques auront définitivement disparu, contribuant à un nettoyage douloureux et brutal des bilans bancaires [44].

Il restera le dernier tiers, celui des actifs immobiliers, à « normaliser » [45]. Suite à cette explosion des dettes publiques occidentales, il est probable que la « purge » des actifs immobiliers mondiaux interviendra rapidement. Mais notre équipe reviendra sur cet aspect de la crise dans un prochain GEAB.

[GEAB N°50](#), 15 décembre 2010) -

IMPORTANT : Les versions [anglaise](#) et [allemande](#) du livre de Franck Biancheri « Crise mondiale : En route pour le monde d'après - Europe et monde dans la décennie 2010-2020 » sont désormais disponibles. Vous pouvez les

commander directement sur le site des éditions Anticipolis (www.anticipolis.eu).

Mercredi 15 Décembre 2010

Dans la même rubrique :

- ▶ [« Bons Municipaux US » : Le grand choc obligataire du second semestre 2010](#) - 01/12/2010.
- ▶ [Do GEAB yourself' avec le Manuel d'Anticipation Politique](#) - 12/11/2010.
- ▶ [LEAP lance MAP « pour renouveler notre stock d'avenirs probables »](#) - 11/11/2010.
- ▶ [Livre - « Crise mondiale - En route pour le monde d'après : La France, l'Europe et - le monde dans la décennie 2010-2020 », par Franck Biancheri](#) - 13/10/2010
- ▶ [Pour 100 euros, accédez à 4 ans d'archives GEAB !](#) - 26/03/2010.
- ▶ [Info-Trafic LEAP/E2020 - En 2009, le site de LEAP a reçu la visite de deux millions de visiteurs uniques, provenant de plus de 150 pays](#) - 14/01/2010
- ▶ [Lettre ouverte / Sommet du G20 de Londres : la dernière chance avant la dislocation géopolitique mondiale](#) - 24/03/2009.

[1] Plus de 1.500 milliards Euros par an en 2011 et 2012, en incluant bien entendu le Royaume-Uni.

[2] C'est le marché des bons municipaux US (les « [Munis](#) ») qui sert à financer les infrastructures locales de transport, de santé, d'éducation, d'assainissement, ... Il pèse près de 2.800 milliards USD.

[3] Source : [Reuters](#), 08/11/2010

[4] Dans un article du 20/11/2010, [SafeHaven](#) d'ailleurs ouvertement de l' « [omerta](#) » des grands médias financiers sur le sujet.

[5] Le Financial Times a par exemple recommencé depuis un mois à consacrer deux ou trois articles par jour en une de son site à la soi-disant « crise de l'Euro » ainsi qu'à manipuler les informations comme les déclarations des dirigeants allemands, afin de créer artificiellement des sentiments d'inquiétude. Enfin, même certains médias français commencent à se rendre compte de la formidable machine d'Agitprop qu'est devenue le *Financial Times* comme le prouve ce récent article de [Jean Quatremer](#) du journal Libération.

[6] A titre de comparaison, aucun investisseur n'a perdu d'argent dans les « épisodes grecs et irlandais » de la « crise de l'Euro », alors qu'ils sont des dizaines de milliers à avoir perdu des sommes très importantes dans le récent crash des Munis US ... pourtant les médias parlent du premier et pas du second.

[7] Comme déjà analysé dans les GEAB précédents, LEAP/E2020 tient à rappeler que le discours sur la « crise de l'Euro » est du même ordre que celui sur l'épidémie de grippe H1N1 il y a un an, à savoir une vaste opération de manipulation d'opinions publiques destinée à servir deux objectifs : d'une part, détourner l'attention des opinions publiques de problèmes plus graves (avec H1N1, c'était la crise elle-même et ses conséquences socio-économiques ; avec l'Euro, c'est tout simplement pour détourner l'attention de la situation aux Etats-Unis et au Royaume-Uni) ; d'autre part, servir les buts d'opérateurs très intéressés à créer cette situation de crainte (pour H1N1 c'était les laboratoires pharmaceutiques et autres prestataires connexes ; pour l'Euro, ce sont les opérateurs financiers qui gagnent des fortunes en spéculant sur les dettes publiques des pays concernés (Grèce, Irlande, ...). Mais tout comme la crise de la grippe H1N1 s'est terminée en mascarade avec des gouvernements empêtrés dans des stocks monstrueux de vaccins et de masques sans plus de valeur, la soi-disant crise de l'Euro va se finir avec des opérateurs qui devront convertir à vil prix leurs bons si « rentables » tandis que ce sont leurs Dollars qui continueront à se dévaluer. L'été 2010 a pourtant déjà montré la direction des événements. Source : [Bloomberg](#), 18/11/2010

[8] Conformément à la [méthodologie d'anticipation politique](#), notre équipe a bien entendu examiné depuis plusieurs années la possibilité que l'Euro disparaisse ou s'effondre. Sa conclusion est sans appel car nous n'avons identifié qu'une seule configuration où une telle évolution serait réalisable : il faudrait qu'au moins deux Etats importants de la zone Euro soient dirigés par des forces politiques souhaitant renouer avec les conflits intra-européens. Cette option a, selon notre équipe, une probabilité égale à zéro pour les deux prochaines décennies (notre durée maximale d'anticipation en matière politique). Donc, exit ce scénario, même si cela rend triste certains nostalgiques du Deutsche Mark, du Franc ... , certains économistes qui croient que la réalité prête la moindre attention aux théories économiques, et certains Anglo-Saxons qui ne peuvent imaginer sans douleur un continent européen qui trace son chemin économique et financier sans eux. Même Mervyn King, le patron de la Banque d'Angleterre, croit à une intégration accélérée de la zone Euro sous l'effet de la crise, d'après Wikileaks qui relate ses conversations avec des diplomates américains (source : [Telegraph](#), 06/12/2010). Notre travail, pour ce qui est de l'Euro, se concentre donc sur l'anticipation du laborieux parcours d'adaptation de la zone Euro à son nouveau statut d'Euroland, dans le contexte de la crise systémique globale. Au passage, il est utile de noter que cette débauche de critiques et analyses que prodiguent pour l'essentiel les médias américains et surtout britanniques a une utilité indéniable pour les responsables de l'Euroland : elle éclaire tous les recoins du chemin de la zone Euro, condition sine qua non pour éviter les écueils. C'est paradoxal, mais c'est un avantage dont ne bénéficient ni les dirigeants britanniques, ni les dirigeants américains ... sauf quand ils lisent GEAB.

[9] Et non pas par rapport à des devises « sur mesure » comme c'est le cas pour le [Dollar Index](#).

[10] Le New York Times a mis en ligne un jeu très instructif intitulé « Vous réglez le problème budgétaire » qui permet à chaque internaute de tenter de rétablir l'état des finances publiques fédérales en fonction de ses priorités socio-économiques et politiques. N'hésitez pas à vous placer dans la peau d'un décideur de Washington et vous constaterez que seule la volonté politique manque pour régler le problème. Source : [New York Times](#), 11/2010.

[11] Sources : [CNBC](#), 26/11/2010 ; [Le Temps](#), 10/12/2010 ; [USAToday](#), 30/11/2010 ; [New York Times](#), 04/12/2010

[12] Les Etats-Unis finançant leurs déficits par une ponction quotidienne énorme de l'épargne mondiale disponible, la crédibilité et l'efficacité diplomatique du pays sont donc deux paramètres essentiels pour sa survie financière. Or les récentes révélations de Wikileaks sont très dommageables à la crédibilité du Département d'Etat, tandis que le récent échec complet des nouvelles négociations Israël-Palestine illustre une inefficacité croissante de la diplomatie américaine, déjà bien sensible lors du dernier G20 de Séoul. Voir analyse plus détaillée dans ce GEAB N°50. Sources : [Spiegel](#), 08/12/2010 ; [YahooNews](#), 07/12/2010 ; [YahooNews](#), 08/12/2010.

[13] Même les responsables chinois estiment que la situation fiscale américaine est nettement pire que celle de l'Euroland. Source : [Reuters](#), 08/12/2010

[14] Islande, Irlande ... Royaume-Uni, Etats-Unis, c'était la suite infernale de l'insolvabilité souveraine qu'avait anticipée LEAP/E2020 il y a plus de deux ans. Le processus suit son cours à une vitesse plus lente que nous l'avions prévue mais l'année 2011 risque de s'avérer une année de « rattrapage ». Le Royaume-Uni tente actuellement de se sauver au prix d'une formidable amputation socio-économique dont les violences étudiantes, y compris contre la famille royale (phénomène rarissime), témoignent de l'impopularité. Mais l'ampleur de son endettement, son isolement financier et le sauvetage par l'Etat de ses bombes bancaires (comme l'a fait l'Irlande) rendent cette fuite en avant très périlleuse, socialement, économiquement et financièrement. Quant aux Etats-Unis, leurs dirigeants semblent tout faire (en « ne faisant rien ») pour s'assurer que 2011 soit vraiment l'année de la « [Chute du Mur Dollar](#) » comme l'avait anticipé LEAP/E2020 en Janvier 2006.

[15] Comme le souligne Liam Halligan dans le [Telegraph](#) du 11/12/2010, cette évolution des taux ne présage rien de bon pour la dette US et traduit ce que l'équipe de LEAP/E2020 a anticipé il y a plus de deux ans déjà : nous atteignons le moment de vérité où l'épargne mondiale disponible ne suffit plus à satisfaire les besoins de l'Occident, et en particulier le besoin gargantuesque des Etats-Unis.

[16] Élément souligné depuis plus de quatre ans par l'équipe du GEAB.

[17] Fonds Européen de Stabilisation Financière, réglementation des hedge funds, limitation drastique des bonus bancaires, réglementation stricte des agences de notation, surveillance budgétaire, prochain renforcement de l'ensemble de la régulation financière du marché intérieur européen, première agence de notation de l'Euroland, ... Sources : [European Voice](#), 26/10/2010 ; [Deutsche Welle](#), 05/11/2010 ; [Reuters](#), 13/07/2010 ; [ABBL](#), 08/12/2010 ; [BaFin](#), 16/11/2010.

[18] [Wolfgang Schauble](#), le ministre des Finances allemand est pour l'instant le seul homme politique à oser clairement annoncer la couleur dans sa récente interview au magazine populaire [Bild](#), dans laquelle il indique que, d'ici dix ans, les pays de l'Euroland auront réalisé une véritable intégration politique. Karl Lamers, son collègue en charge des affaires européennes au sein de la CDU identifie quant à lui la crise à une chance pour l'Europe et pour l'Allemagne, tout comme d'ailleurs la trop rare voix américaine de Rex Nutting dans le [Wall Street Journal](#) du 08/12/2010. Côté technocrate, le président de la BCE, Jean-Claude Trichet, appelle lui à une « fédération budgétaire » de l'Euroland. Sources : [EUObserver](#), 13/12/2010 ; [DeutschlandFunk](#), 09/12/2010 ; [EUObserver](#), 01/12/2010.

[19] Depuis plus d'une décennie, les opinions publiques des pays de l'Euroland sont en effet beaucoup plus « intégrationnistes » que leurs élites. Ainsi, le rejet du projet de Constitution européenne en 2005 en France et aux Pays-Bas n'aurait jamais eu lieu sans la participation d'une partie des « pro-Européens » au vote « Non ». Ils rejetaient ainsi ce qu'ils estimaient être un projet trop timide en matière politique, démocratique et sociale.

[20] Les dirigeants européens sont un peu comme la tortue de la fable de Jean de La Fontaine « [Le lièvre et la tortue](#) » ... mais dont la course serait commentée par des lièvres !

[21] A ce propos, ces futurs dirigeants politiques de l'Euroland seraient bien inspirés de s'entraîner à apprendre au plus vite à gérer l'Euroland grâce aux deux jeux interactifs, [Economia et Inflation Island](#), que la Banque Centrale Européenne vient de mettre à disposition du public.

[22] Comme le répète LEAP/E2020 depuis près de deux ans, l'austérité européenne n'est politiquement viable que si elle s'accompagne d'une indéniable équité fiscale et sociale et de la mise en place de grands projets démocratiques et sociaux à l'échelle de l'Euroland. C'est là que se trouve à moyen/long terme la vraie faiblesse de l'Euroland ; pas dans les dettes souveraines des pays périphériques. En guise d'illustration de cet aspect, il est utile de regarder la très intéressante série de reportages vidéos que le [New York Times](#) a réalisée au cours de l'été 2010, intitulée « *The Austerity Zone : Life in the New Europe* ».

[23] Au vu de l'évidente difficulté des élites américaines à comprendre les processus en cours en Europe, LEAP/E2020 souhaite apporter sa contribution au débat qui fait actuellement rage sur les campus universitaires US où l'austérité budgétaire entraîne des coupes sombres dans les enseignements linguistiques. *As always, behind budgetary justifications, several 'hidden agendas' can be identified as well as candid lack of understanding of what's going on in the rest of the world regarding languages. A perfect example of both trends seems to be [Richard N. Haas](#), former key official of the US State Department in G.W. Bush administration, and now the president of the influential [Council of Foreign Relations](#), who strongly advocates pushing French, German and Russian languages out of US campuses. With such 'enlightened and fair' advisers (qualified as having « an intellectual deficit » to understand 21st century world at the [GlobalEurope seminars](#) of The Hague and Washington in 2004/2005), US students are doomed to be less and less able to understand tomorrow's world. Therefore, LEAP/E2020 finds timely to circulate again its 2007 anticipation entitled '[Which languages will the Europeans speak in 2025 ?](#)'.*

[24] Ce seront des obligations qui seront empruntées par l'ensemble des pays de l'Euroland et par d'autres états-membres de l'UE qui souhaiteront s'y associer comme l'ont fait en Mai 2010 les autres pays, sauf le Royaume-Uni, pour le Fonds Européen de Stabilisation Financière.

[25] Malgré les dénégations des officiels français et allemands, ces Euroobligations sont au menu de toutes les discussions informelles des dirigeants de l'Euroland. Source : [Euroinvestor](#), 10/12/2010

[26] Il est probable d'ailleurs que la montée en puissance des renouvellements politiques prévus en France dès le Printemps 2012, et peut-être à cette date aussi en Allemagne, feront de ces sujets de vrais thèmes de campagne dès la fin de l'été 2011.

[27] Liam Halligan, décidément l'un des meilleurs observateurs britanniques de la crise globale, a ainsi tout-à-fait raison de souligner dans le [Telegraph](#) du 27/11/2010 qu'Angela Merkel (et bien d'autres responsables de l'Euroland) a bien l'intention de faire payer aux investisseurs une part significative de leurs paris irlandais, grecs, ... Mais cela se fera de manière organisée, selon une stratégie efficace et brutale dont les Etats forts ont l'habitude ; pas dans la panique, à l'occasion d'une mini-crise.

[28] Et dont nous répétons que, selon nos anticipations, ils seront probablement les dirigeants politiques les plus indépendants du lobby bancaire depuis les années 1990.

[29] Ce sera aussi un moyen organisé de réduire « manu militari » le bilan dégradé des grandes banques européennes.

[30] Le patron de la FED, Ben Bernanke, est en fait celui à qui cette tâche est dévolue : imprimer des Dollars pour acheter des Bons du Trésor US dont plus personne ne veut comme l'a encore montré la récente hausse brutale des taux d'intérêts sur la dette US, beaucoup plus significative pour les problèmes mondiaux à venir que la spéculation sur les taux d'intérêts des mini-dettes grecques et irlandaises.

[31] L'exemple de la loi sur l'encadrement des institutions financières est frappant à ce sujet. Avec 1.408 pages de texte (source : [US Senate Committee on Banking](#), il est certain que tous les lobbies concernés ont pu y insérer l'article qui leur convenait. Et, de toute façon, comme le sait fort bien un peuple qui a eu l'intelligence de faire une constitution de huit pages, une loi de plus de 1.000 pages est totalement inapplicable : « too big to read » ! Mais on peut aussi noter plus récemment le compromis sur les réductions d'impôts léguées par G. W. Bush. Faute de majorité décisive, le président Obama a accepté de reconduire ces réductions d'impôts pour toutes les catégories y compris les ménages les plus riches. A un moment où les déficits deviennent intenable, comme le confirment les commissions ad hoc mises en place par Barack Obama lui-même, les dirigeants américains se refusent à augmenter les impôts de qui que ce soit, même des milliardaires dont beaucoup pourtant le demandent. Cette paralysie washingtonienne prend désormais une dimension tragique car elle se déroule au bord d'un gouffre qui s'élargit chaque jour un peu plus. A titre d'exemple, la reconduction des baisses d'impôts va ajouter plus de 850 Milliards USD à la dette fédérale. Source : [Bloomberg](#), 10/12/2010

[32] L'état fédéral est devenu la première source de revenu des Etats depuis deux ans.

[33] Les grandes entreprises US sont nombreuses à être dans le même cas. Sources : [GlobalEconomicAnalysisBlogspot](#), 29/11/2010 ; [Denver Post](#), 27/11/2010

[34] Et il faut garder en mémoire que derrière les « Munis » on trouve désormais les bons fédéraux « Buy America Bonds » (« Babs ») qui ont servi de soutien aux finances des collectivités locales US depuis deux ans. Or l'avenir de ces « Babs » est soumis au bon vouloir du Congrès et notamment des Républicains qui leur sont hostiles. Or, sans ces bons fédéraux, le marché des Munis est condamné à s'effondrer brutalement. Sources : [Seeking Alpha](#), 25/11/2010 ; [ContraryInvesting](#), 24/11/2010

[35] [The Economist](#) du 25/11/2010 fait d'ailleurs un parallèle avec le marché des « subprimes ». Et d'ailleurs, alors même que ce marché est clairement sur le point de s'effondrer complètement, les grands établissements financiers US continuent à placer massivement ces titres dans le grand public (y compris à l'étranger bien entendu). Comme quoi, le parallèle avec les « subprimes » est très pertinent. Sources : [MarketOracle](#), 06/12/2010 ; [Bloomberg](#), 08/12/2010

[36] Et très critiqué dans le pays comme on l'a déjà analysé dans le GEAB N°49 et comme le prouve le sondage de [Bloomberg](#) publié le 09/12/2010 qui indique qu'une majorité d'Américains estime que la Fed devrait être placée sous contrôle politique ou abolie.

[37] [Ron Paul](#) vient d'être élu à la tête du sous-comité de la Chambre des Représentants qui s'occupe de la Réserve Fédérale. Son objectif : auditer la Fed, le pire cauchemar de Ben Bernanke d'après de nombreux médias américains. Source : [Examiner](#), 09/12/2010

[38] Aux deux sens du terme, y compris la technique d'escroquerie ([cavalerie](#)).

[39] Qui notamment poussera le Royaume-Uni, qui garantit ses banques, dans la situation de l'Irlande.

[40] On se rapproche ainsi du début du scénario « tragique » de la décennie 2010-2020 décrit dans le livre de Franck Biancheri « [Crise mondiale : en route pour le monde d'après](#) ».

[41] Voir [GEAB N°32](#), 15/02/2009

[42] Leur valeur est remontée depuis un an du fait de l'injection massive de liquidités qui ont recréé provisoirement des bulles.

[43] Et ce n'est pas [Thomas Hoenig](#), l'actuel président de la Réserve fédérale de Kansas City, qui s'en plaindra puisqu'il vient de publier un vibrant plaidoyer pour réduire drastiquement la taille des grands établissements financiers américains. Si la déconfiture de la Fed dans sa version actuelle se confirme en 2011 comme nous l'anticipons, il constitue un candidat de choix à la succession de Ben Bernanke qui pourrait s'avérer plus rapide que prévue par la loi. Source : [New York Times](#), 01/12/2010

[44] Les obligations seniors des banques sont désormais dans le collimateur. Source : [EasyBourse](#), 26/11/2010

[45] D'après la firme Zillow, en 2010, l'immobilier américain aura perdu 1.700 Milliards USD en valeur (contre « seulement » 1.000 milliards USD en 2009). A ce rythme-là, la FED devrait tripler son Quantitative Easing II pour simplement éviter la spirale récessionniste. Source : [Zillow](#), 09/12/2010